

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)**

**Marché n° PA\_2021-50**

**Services de traiteurs et livraison de repas pour les besoins de l'Ecole  
nationale d'administration à Strasbourg et à Paris (6ème)**

**Commun à tous les lots**

**MARCHE DE SERVICES**

**Marché passé selon la procédure adaptée**

**Articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique**

## SOMMAIRE

Article 1 - Dispositions générales.....	4
1-1- Forme, décomposition et montant du marché .....	4
1-2- Durée du marché .....	5
1-3- Réalisation de prestations de services similaires .....	5
1-4- Clause de non-exclusivité .....	5
1-5- Critères environnementaux.....	5
1-6- Sous-Traitance .....	6
1-7- Modalité d'attribution.....	6
Article 2 - Pièces contractuelles.....	6
Article 3 - Modalités d'exécution des prestations .....	7
3-1- Délai de passation des bons de commande .....	7
3-2- Modification d'un bon de commande .....	7
3-3- Annulation d'un bon de commande par le pouvoir adjudicateur .....	7
3-4- Délais d'exécution des prestations.....	7
3-5- Modalités de livraisons .....	7
3-6- Lieux de livraison des prestations .....	8
3-7- Documentation et catalogue .....	8
3-8- Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....	8
Article 4 - Modalités relatives au bon de commande.....	9
4-1- Conditions d'attribution des bons de commandes en ce qui concerne les lots multi-attributaires (1, 2, 4 et 5).....	9
4-2- Emission et contenu des bons de commande.....	9
Article 5 - Prix et règlement .....	10
5-1- Forme du prix .....	10
5-2- Contenu du prix .....	10
5-3- Révision des prix .....	10
5-4- Offre de prix promotionnels.....	11
5-5- Modalités de règlement .....	11
5-5-1- Périodicité et régime des paiements .....	11
5-5-2- Présentation des demandes de paiement.....	11
5-5-3- Délais de paiement.....	12
5-5-4- Intérêts moratoires.....	12
Article 6 - Contrôles de la bonne exécution du marché .....	12
6-1- Opérations de vérifications et décisions après vérifications .....	12
6-1-1- Vérification quantitative.....	12
6-1-2- Vérification qualitative.....	13
6-2- Pénalités.....	13
6-2-1- Pénalités de retard .....	13
6-2-2- Autres pénalités .....	13
6-3- Réfactions .....	14
Article 7 - Résiliation.....	14
Article 8 - Exécution aux frais et risques du titulaire.....	14
Article 9 - Assurances.....	14
Article 10 - Garantie.....	14
Article 11 - Litiges et différends .....	14

Article 12 - Confidentialité et protection des données à caractère personnel .....	14
Article 13 - Dérogations aux documents généraux .....	15

## Article 1 - Dispositions générales

L'objet du marché concerne les **services de traiteurs et livraison de repas pour les besoins de l'Ecole nationale d'administration à Strasbourg et à Paris (6ème)**.

La description technique des prestations attendues est définie dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) de chacun des lots.

Il est composé de 6 (six) lots.

Numéro du lot	Intitulé du lot
1	Services de buffets, repas et cocktails à Strasbourg
2	Services de plateaux-repas et repas de travail à Strasbourg
3	Fourniture de petits déjeuners et pause-café à Strasbourg
4	Services de buffets, repas et cocktails à Paris
5	Services de plateaux-repas et repas de travail à Paris
6	Fourniture de petits déjeuners et pause-café à Paris

Le 1<sup>er</sup> janvier 2022, la création de l'Institut national du service public (INSP) remplacera l'actuelle Ecole nationale d'administration (ENA). Il reprendra les droits et obligations de l'ENA. Ce transfert n'aura aucun impact sur la validité ou la continuité du présent contrat. Le titulaire sera informé des éventuelles modifications nécessaires dans l'exécution du contrat.

### 1-1- Forme, décomposition et montant du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono (lots 3 et 6) et multi-attributaires (lots 1, 2, 4 et 5) s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur appliquera aux quantités réellement exécutées les prix unitaires indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) dans la limite du maximum défini ci-après dans le tableau pour chacun des lots. L'accord-cadre ne comporte pas de montant minimum.

Numéro du lot	Intitulé du lot	Montant maximum annuel HT
1	Services de buffets, repas et cocktails à Strasbourg	100 000 €
2	Services de plateaux-repas et repas de travail à Strasbourg	60 000 €
3	Fourniture de petits déjeuners et pause-café à Strasbourg	30 000 €
4	Services de buffets, repas et cocktails à Paris	70 000 €
5	Services de plateaux-repas et repas de travail à Paris	35 000 €
6	Fourniture de petits déjeuners et pause-café à Paris	40 000 €

Il ne comporte ni tranche, ni phase.

## 1-2- Durée du marché

Numéro du lot	Intitulé du lot	Date de début	Durée de la période initiale
1	Services de buffets, repas et cocktails à Strasbourg	A compter du <b>02/01/2022</b> ou de la date de notification du lot si elle intervient postérieurement	12 mois
2	Services de plateaux-repas et repas de travail à Strasbourg	A compter du <b>02/01/2022</b> ou de la date de notification du lot si elle intervient postérieurement	12 mois
3	Fourniture de petits déjeuners et pause-café à Strasbourg	A compter du <b>02/01/2022</b> ou de la date de notification du lot si elle intervient postérieurement	12 mois
4	Services de buffets, repas et cocktails à Paris	A compter du <b>02/01/2022</b> ou de la date de notification du lot si elle intervient postérieurement	12 mois
5	Services de plateaux-repas et repas de travail à Paris	A compter du <b>02/01/2022</b> ou de la date de notification du lot si elle intervient postérieurement	12 mois
6	Fourniture de petits déjeuners et pause-café à Paris	A compter du <b>02/01/2022</b> ou de la date de notification du lot si elle intervient postérieurement	12 mois

Reconduction : tacite annuelle dans la limite de 3 (trois) reconductions sauf dénonciation expresse par lettre recommandée avec accusé de réception par le pouvoir adjudicateur trois mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique.

## 1-3- Réalisation de prestations de services similaires

Conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer des marchés de prestation de services similaires, uniquement pour **les lots 1, 2, 4 et 5**.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial. Le montant cumulé de ces prestations similaires ne pourra dépasser **50 %** du montant annuel du marché.

## 1-4- Clause de non-exclusivité

Pendant la durée du présent marché, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à des tiers :

- pour des besoins occasionnels de faibles montants : cette possibilité sera limitée à 5 % du montant annuel HT de chaque lot, pour chaque période ;
- ou lorsque le ou les titulaire(s) ne peut(peuvent) assurer la prestation liée à l'objet du marché.

## 1-5- Critères environnementaux

Le pouvoir adjudicateur est soumis aux réglementations en vigueur notamment la **loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dont l'obligation de prise en compte des objectifs de développement durable (ODD) dans les besoins**.

Les objectifs sont de limiter la consommation des ressources non renouvelables et la production de déchets ainsi que d'améliorer la santé des utilisateurs. **Ils sont repris dans le code de la commande publique en ses articles [L. 2112-2 à L. 2112-4](#), le [décret n° 2021-254 du 9 mars 2021 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées](#) et le [décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 relatif aux objectifs de réduction, de réutilisation et de réemploi, et de recyclage des emballages en plastique à usage unique pour la période 2021-2025](#)**

Les services doivent être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises homologuées ou aux spécifications techniques établies par les groupes permanents d'étude des marchés, les normes et spécifications étant celles qui sont en vigueur à la date de livraison et détaillées dans les différents CCTP.

## **1-6- Sous-Traitance**

Conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et en complément des dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 relatifs à la sous-traitance, mises à part les fournitures, les conditions de l'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G. – F.C.S.).

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-3, R. 2152-4, R. 2152-5 et R. 2193-9 du code de la commande publique, si le pouvoir adjudicateur considère que les prix des prestations qu'il est prévu de sous-traiter sont anormalement bas, il sera demandé au titulaire de justifier ces prix. Si aucune justification permettant d'expliquer les prix proposés n'est apportée, la sous-traitance ne pourra être agréée.

## **1-7- Modalité d'attribution**

Les candidats ont la possibilité de candidater à un ou plusieurs lots.

En cas de soumission aux 6 (six) lots, les candidats doivent présenter une offre distincte par lot.

Les lots seront attribués comme suit :

- Les lots 1, 2, 4 et 5 sont attribués à 2 (deux) titulaires au maximum.
- Les lots 3 et 6 sont attribués à 1 (un) seul titulaire.

L'attribution des bons de commande pour chaque lot se fera selon les modalités fixées à l'article 4-1 du présent C.C.A.P.

## **Article 2 - Pièces contractuelles**

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTR11) dont l'exemplaire original est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, et son annexe, le Bordereau de Prix (BP) – 1 par lot (ce document comporte deux onglets : le BPU et le DQE) et les réponses aux éventuelles demandes de compléments ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) – commun aux lots 1 et 4 (Services de buffets, repas et cocktails) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) – commun aux lots 2 et 5 (Services de plateaux-repas et repas de travail) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) – commun aux lots 3 et 6 (Fourniture de petits déjeuners et pause-café) ;
- le formulaire « Cadre de réponse » commun aux lots 1 et 4 (Services de buffets, repas et cocktails) ;
- le formulaire « Cadre de réponse » commun aux lots 2 et 5 (Services de plateaux-repas et repas de travail) ;
- le formulaire « Cadre de réponse » commun aux lots 3 et 6 (Fourniture de petits déjeuners et pause-café).
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G. – F.C.S.) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

## Article 3 - Modalités d'exécution des prestations

### 3-1- Délai de passation des bons de commande

Le délai normal de passation d'une commande est de 3 (trois) jours avant l'exécution de la prestation.

En cas d'urgence, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de passer la commande dans un délai ne pouvant être inférieur à 24 (vingt-quatre) heures.

### 3-2- Modification d'un bon de commande

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier une commande dans un délai inférieur à celui figurant à l'article 3.1 ci-dessus, notamment dans les cas d'urgence.

Ces modifications peuvent porter soit sur des quantités supplémentaires à celles indiquées dans le bon de commande, soit sur une réduction des quantités.

Les conditions de modification, en plus ou en moins, sont celles indiquées par le fournisseur dans son offre.

### 3-3- Annulation d'un bon de commande par le pouvoir adjudicateur

Les bons de commande peuvent, à titre exceptionnel, faire l'objet d'une annulation avant la réalisation des prestations.

Dans ce cas, le titulaire est indemnisé comme suit :

- **20 % du montant HT** de la prestation du bon de commande si l'annulation intervient entre **8 et 1 jours** ouvré(s) ou plus, avant la date de réalisation des prestations ;
- **50 % du montant HT** de la prestation du bon de commande si l'annulation intervient au plus tard **24 heures** avant la date de réalisation des prestations ;
- la prestation est due **dans sa totalité** si l'annulation intervient **le jour même** de la réalisation des prestations.

En cas de report de la date de réalisation de la prestation commandée entre 8 jours et plus, le titulaire ne bénéficiera d'aucune indemnisation.

### 3-4- Délais d'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à intervenir dans les délais indiqués dans le C.C.A.P., dans le C.C.T.P. et, s'ils sont plus courts, dans son offre.

Le pouvoir adjudicateur transmet une demande de devis au titulaire, qui doit accepter ou refuser celle-ci dans un délai maximum de 24 heures.

Le titulaire transmet un devis au pouvoir adjudicateur dans un délai de 48 heures maximum.

Le pouvoir adjudicateur envoie le bon de commande au titulaire dès validation du devis.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations du marché, indispensables à la continuité du service.

En cas de dépassement des délais, le titulaire encourt des pénalités de retard, conformément à l'article 6-2 du présent C.C.A.P.

### 3-5- Modalités de livraisons

En complément de l'article 21 du C.C.A.G. – F.C.S., les livraisons seront effectuées conformément au lieu indiqué sur le bon de commande. Le titulaire prendra contact avec le correspondant du pouvoir adjudicateur avant toute livraison afin de s'assurer des horaires d'ouverture des sites et de la disponibilité des personnels qui réceptionnent les commandes.

Tout retard ou difficultés de livraison doit être signalé au plus vite au pouvoir adjudicateur qui validera ou non les éventuelles solutions de remplacement proposées.

Par ailleurs, les prestataires pourront être amenés à réaliser les prestations en dehors des jours et/ou de la plage horaire indiqués (du lundi au vendredi - hors jours fériés, de 8h00 à 18h00).

Dans ce cas, le prestataire pourra prétendre à une majoration de prix dans les conditions qu'il aura fixées dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

**Un bon de livraison**, conforme au bon de commande, est transmis à chaque livraison.

Il comporte notamment :

- la date de livraison et l'heure de départ du site de production du titulaire ;
- la référence à la commande ou accord-cadre ;
- les quantités livrées ;
- le service et le nom de la personne à l'origine de la commande ;
- l'identification du titulaire ;
- la nature et la description des prestations à réaliser en indiquant le numéro de marché ainsi que celui du lot concerné ;
- le lieu de réalisation de la ou des prestation (s) ;

La livraison sera réputée effectuée dès que la personne chargée de la commande aura daté et signé le bon de livraison conformément à l'article 6-1 du présent CCAP.

### **3-6- Lieux de livraison des prestations**

Les prestations sont livrées, principalement aux adresses suivantes.

- **Lots n° 1, 2 et 3** : L'Ecole nationale d'administration - 1, rue Sainte Marguerite, 67080 Strasbourg Cedex ;
- **Lots n° 4, 5 et 6** : L'Ecole nationale d'administration - 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris.

Toutefois, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire livrer les prestations à une autre adresse qui sera indiquée sur le bon de commande.

### **3-7- Documentation et catalogue**

Le(s) catalogue(s) du titulaire sont à disposition du pouvoir adjudicateur grâce à un accès en ligne de leur plate-forme avec un identifiant et un mot de passe dédié, le cas échéant.

Ils doivent être rédigés en langue française.

D'une manière générale, la documentation en langue française fait partie intégrante du marché et les délais de livraison lui sont applicables. Si elle n'est pas fournie, ou si elle n'est pas satisfaisante, le pouvoir adjudicateur dispose des mêmes moyens coercitifs que pour toute autre prestation (pénalités de retard, possibilité d'ajourner ou de rejeter les prestations, voire d'exécuter aux frais et risques du titulaire).

### **3-8- Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles**

Les dispositions de l'article 24 du C.C.A.G. – F.C.S. s'appliquent.



## Article 4 - Modalités relatives au bon de commande

### 4-1- Conditions d'attribution des bons de commandes en ce qui concerne les lots multi-attributaires (1, 2, 4 et 5)

L'attribution des bons de commandes s'effectue sans négociation ni remise en concurrence des titulaires.

L'émission des bons de commandes se fait selon la méthode en cascade et à tour de rôle, dès le franchissement d'un certain montant, définie selon les règles suivantes :

- Méthode en cascade :
  - Il sera fait appel en priorité au titulaire le mieux-disant (titulaire de premier rang). Le pouvoir adjudicateur contacte le titulaire dont l'offre a été classée première.
  - Si le premier titulaire contacté n'est pas en mesure de répondre dans les 48 heures à compter de la réception du bon de commande, le pouvoir adjudicateur s'adressera à l'autre titulaire.
  - Le titulaire ne pouvant pas exécuter la prestation devra en préciser le motif. Dans le cas d'une impossibilité des deux titulaires, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des pénalités tels que définit à l'article 6-2 du présent CCAP.
- Méthode à tour de rôle :
  - Lorsque les montants des prestations commandées au titulaire de premier rang atteindront 20 % du montant maximum annuel, il sera fait appel au titulaire de second rang.
  - Ensuite, lorsque les montants des prestations commandées au titulaire de second rang atteindront 5 % du montant maximum annuel, il sera de nouveau fait appel au titulaire de premier rang.
  - Les règles énoncées ci-dessus se répèteront, par palier de 20 % pour le titulaire de premier rang et par palier de 5 % pour le titulaire de second rang, jusqu'à la fin du marché.

En cas de commande urgente (cf. article 3.2), le délai de 48 heures ne s'applique pas.

### 4-2- Emission et contenu des bons de commande

Conformément à l'article R. 2162-13 du code de la commande publique, les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité et les délais d'exécution, le cas échéant.

L'émission des bons de commande s'effectue sans mise en concurrence et sans négociation, et sont transmis par la plateforme logistique de l'ENA via l'adresse courriel [dépenses.logistiques@ena.fr](mailto:dépenses.logistiques@ena.fr).

Les commandes sont établies :

- Soit sur la base des prix figurant au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement ;
- **Soit sur la base d'un devis préalable** pour les services non expressément mentionnés dans les pièces du présent marché et nécessaires à la bonne réalisation des prestations. Les prix appliqués seront alors le tarif public du titulaire comprenant la remise indiquée au BPU de chaque lot.

## Article 5 - Prix et règlement

### 5-1- Forme du prix

Le marché est traité à prix unitaires au vu des prix figurant au bordereau des prix unitaires (B.P.U.) annexé à l'acte d'engagement et sur catalogue avec remise consentie et indiquée dans le B.P.U., le cas échéant.

### 5-2- Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations ; en particulier, sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts ;
- les taxes et écotaxes ;
- les frais afférents à l'assurance ;
- la participation à la réunion préparatoire pour l'exécution des prestations ;
- ainsi que toutes les sujétions liées à la mise en œuvre des prestations du marché, notamment et de manière non exhaustive, les frais d'emballage perdu, de port jusqu'au lieu de livraison indiqué sur le bon de commande.

### 5-3- Révision des prix

Les prix du marché sont réputés fermes pendant douze mois. Par dérogation à l'article 10.2.2. du C.C.A.G. – F.C.S., ils sont par la suite révisibles annuellement à la date anniversaire du marché selon les modalités décrites ci-après.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de novembre 2021. Ce mois est appelé mois zéro.

La formule applicable est la suivante :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times [0,30 \times (IAN/IAO) + 0,70 \times (IBN/IBO)]]$$

**P** : prix hors taxe pour les prestations de l'année suivante

**P<sub>0</sub>** : prix au moment du mois M<sub>0</sub> (la valeur utilisée sera celle du mois de l'établissement de l'offres)

**IA** : indice des prix de gros alimentaire (identifiant Insee : Série 001617114)

**IB** : indice salaires mensuels de base de l'ensemble des salariés – activités économiques – hébergement et restauration (identifiant Insee : 1567434) (valeur du dernier indice connu, à la date de révision des prix)

**IAO** : indice IA au moment du mois M<sub>0</sub> (la valeur utilisée sera celle du mois d'établissement de l'offre)

**IAN** : nouvel indice IA au moment du mois M<sub>n</sub> (valeur du dernier indice connu, à la date de révision des prix)

**IBO** : indice IB au moment du mois M<sub>0</sub> (la valeur utilisée sera celle du mois d'établissement de l'offre)

**IBN** : nouvel indice IB au moment du mois M<sub>n</sub> (valeur du dernier indice connu, à la date de révision des prix)

Le titulaire du marché s'engage à notifier au service facturier (SFACT), à l'adresse e-mail [SFACTDEPENDSES-AC@ena.fr](mailto:SFACTDEPENDSES-AC@ena.fr), son nouveau tarif au plus tard à l'occasion de la première facture émise après la date anniversaire du marché. La formule de calcul, les indices utilisés et la variation en pourcentage des prix sont explicitement indiqués sur ladite facture ou sur tout autre état liquidatif.

A réception des nouveaux tarifs dans le délai indiqué ci-dessus, le pouvoir adjudicateur dispose alors d'un mois pour accepter la variation. Le pouvoir adjudicateur transmet par courriel son accord ou son refus (notamment en cas de dépassement de tarif ou de retard dans les délais de transmission) Passé ce délai et en l'absence de réponse, les nouveaux prix sont réputés acceptés.

En cas de hausse du prix supérieure à **3 % (trois pour cent)** sur douze mois glissants, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, le marché.

#### **5-4- Offre de prix promotionnels**

Les prix figurant au bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement peuvent évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles ponctuelles proposées par le titulaire à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur par courrier électronique avec accusé de réception toutes précisions utiles à la mise en œuvre de ces prix promotionnels, et en particulier la durée de validité de la promotion et la désignation précise des références concernées.

#### **5-5- Modalités de règlement**

##### **5-5-1- Périodicité et régime des paiements**

Les prestations sont réglées au fur et à mesure de leur réalisation au vu de la facture et après attestation des services faits.

Chaque bon de commande fera l'objet d'une facture distincte.

Mode de règlement : virement administratif.

##### **5-5-1-1 Avance**

Les dispositions prévues aux articles L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique s'appliquent.

##### **5-5-2- Présentation des demandes de paiement**

Le titulaire transmet sa facture sous forme électronique, conformément à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, et y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

En application de l'article D. 2192-2 du même code, les factures comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le n° du marché ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- l'adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison ;
- le code d'identification du service en charge du paiement ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture.

Les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

La transmission des factures s'effectuera par internet via le portail Chorus Pro accessible à l'URL suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET de l'ENA : 197 534 639 00020 – code service : DL

Pour les microentreprises, voici un lien pour vous guider dans vos démarches sur [chorus.pro.gouv.fr](https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/facturation-electronique-mode-demploi-pour-les-micro-entreprises/) :  
<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/facturation-electronique-mode-demploi-pour-les-micro-entreprises/>

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

### **5-5-3- Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

### **5-5-4- Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions R. 2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (I.M.) au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 EUR (quarante euros) se rajoute aux I.M.

## **Article 6 - Contrôles de la bonne exécution du marché**

### **6-1- Opérations de vérifications et décisions après vérifications**

Par dérogation à l'article 27 du C.C.A.G. – F.C.S, les opérations de vérifications quantitative et qualitative seront effectuées par le service prescripteur.

#### **6-1-1- Vérification quantitative**

La vérification quantitative consiste à vérifier la concordance entre la quantité commandée indiquée dans le bon de commande et la quantité livrée.

La signature de la réception sur le bon de livraison ne vaudra que pour acceptation des quantités reçues et non de la qualité des fournitures.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la demande, le service prescripteur peut mettre le titulaire du marché en demeure de compléter sa livraison dans les délais qui lui seront prescrits, de reprendre l'excédent si la livraison dépasse la commande sans suppléments de prix.

### 6-1-2- Vérification qualitative

Si les fournitures livrées ne correspondent pas qualitativement aux spécifications de l'offre ou de la commande, elles pourront être refusées et devront **être immédiatement remplacées** aux frais du fournisseur sans mise en demeure formelle.

Selon la situation, en cas de non-conformité, le bon de livraison devront être rectifiés sous la signature des représentants des deux parties (pour le bon de livraison uniquement).

Si les fournitures livrées ne correspondent toujours pas qualitativement aux spécifications de l'offre ou de la commande, elles pourront faire l'objet d'une réfaction du prix dans les conditions de l'article 6-3 du présent C.C.A.P.

### 6-2- Pénalités

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14 du C. C. A. G – F.C.S. les pénalités ci-après s'appliquent quel que soit leur montant.

Dans le calcul des pénalités, toute heure ou toute journée commencée est considérée comme entière et le délai expire à la fin du dernier jour de la date prévue.

Les pénalités ne s'appliquent ni en cas de force majeure, ni en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par le pouvoir adjudicateur.

L'application de pénalités ne nécessite aucune mise en demeure de la part du pouvoir adjudicateur. Elle se fait à la discrétion du pouvoir adjudicateur au regard des éventuelles justifications présentées par le titulaire.

Les pénalités sont cumulables, dans la limite, sauf exception indiquée ci-après, de 50 % (cinquante pour cent) du montant H.T. de la commande et ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités sont exigibles dès la constatation du manquement du titulaire à ses obligations contractuelles.

Si, sur la durée totale du marché, des pénalités ont été appliquées au moins trois fois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

#### 6-2-1- Pénalités de retard

En cas de dépassement de l'horaire fixé pour l'exécution des prestations, le montant des pénalités applicable est fixé comme suit :

- à compter de 30 minutes au-delà de l'heure fixée, une pénalité de 20 % (vingt pour cent) du montant du bon de commande HT sera appliquée ;
- au-delà de 1 (une) heure de dépassement, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser l'exécution de la prestation. Le refus d'exécution équivaut à une annulation de la commande, sans indemnité pour le titulaire et sans pénalité pour le pouvoir adjudicateur.

#### 6-2-2- Autres pénalités

Hors retard, le titulaire du marché encourt les pénalités suivantes :

- Défaut de transmission du bon de livraison ou en cas de transmission d'un bon de livraison ne correspondant pas au bon de commande : forfait de **10 EUR (dix euros)** par manquement ;
- Absence de réponse à une demande de devis dans un délai supérieur à 24 heures : forfait de **40 EUR (quarante euros)** par manquement constaté ;
- Absence de transmission de devis dans un délai supérieur à 48 heures : forfait de **40 EUR (quarante euros)** par manquement constaté ;
- Infraction constatée relative aux règles de conditionnement ou d'emballage : **100 EUR (cent euros)** par manquement constaté ;
- En cas d'annulation non justifiée de la part du titulaire concernant la prestation commandée une pénalité de **50 %** du montant de la prestation du bon de commande sera appliquée ;

- En cas d'impossibilité, non motivée, de répondre à la demande du pouvoir adjudicateur par les titulaires de rangs 1 et 2, une pénalité de **5%** (P1) du montant total de la prestation du bon de commande sera appliquée, soit :
  - **80% de P1** au titulaire de premier rang
  - **20% de P1** au titulaire de deuxième rang.

### **6-3- Réfections**

Le titulaire s'engage sur la qualité de l'exécution des prestations du marché.

En cas de qualité défailante dans l'exécution des prestations et hormis le rejet des prestations, le prestataire s'expose à des réfections dont le montant lui est notifié par le pouvoir adjudicateur avant déduction opérée sur la facture.

### **Article 7 - Résiliation**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G. – F.C.S.

### **Article 8 - Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à l'article 45 du C.C.A.G. – F.C.S.

### **Article 9 - Assurances**

Les dispositions de l'article 9 du C.C.A.G. – F.C.S. s'appliquent.

### **Article 10 - Garantie**

L'article 33 du C.C.A.G. – F.C.S. s'applique.

### **Article 11 - Litiges et différends**

Les articles R. 2197-1 à R. 2197-25 du code de la commande publique et l'article 46 du C.C.A.G. – F.C.S. s'appliquent.

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Strasbourg.

### **Article 12 - Confidentialité et protection des données à caractère personnel**

En complément des dispositions de l'article 5 du C.C.A.G. – F.C.S., chaque partie au présent marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Par dérogation aux dispositions de l'article 5.2.3 du C.C.A.G. – F.C.S, aucune pénalité n'est prévue.

Dans le cadre de l'exécution du contrat, le titulaire est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte et sur instructions documentées de l'ENA.

Données traitées à caractère personnel concernées par le RGPD :

- Données à caractère personnel traitées : noms, prénoms, adresses mails professionnelles et téléphones professionnels ;
- Catégories de personnes concernées : les agents de l'ENA en charge des commandes et de la réception des livraisons ;
- Finalité(s) du traitement : organisation logistique des livraisons des prestations ;
- Nature des opérations réalisées sur les données : suivi des commandes.

Le délégué à la protection des données de l'Ecole nationale d'administration est mail à l'adresse [dpo@ena.fr](mailto:dpo@ena.fr) .

Le titulaire s'engage à respecter les règles de protection des données à caractère personnel en vigueur et à nous transmettre, sur le C.R.T. de chaque lot, le nom et l'adresse courriel du délégué (DPO) de son entreprise en charge du traitement des données sus citées.

**Article 13 - Dérogations aux documents généraux**

<b>Articles du présent C.C.A.P. portant dérogation</b>	<b>Articles du C.C.A.G. – F.C.S. auxquels il est dérogé</b>
Article 5-3	Article 10.2.2
Article 6-1	Article 27
Article 6-2	Article 14
Article 12	Article 5.2.3